



BRÈVES ÉCONOMIQUES d'Ukraine

Contexte économique – Ukraine | Mars-Avril 2026

En mars et avril 2026, l'économie ukrainienne a évolué dans un contexte de pressions persistantes sur les infrastructures énergétiques et de transport, ainsi que de volatilité sur les marchés de l'énergie, notamment liée aux chocs externes sur les prix du pétrole et du gaz. Le gouvernement a poursuivi ses mesures de stabilisation, combinant contrôle des prix, mécanismes de soutien à la consommation et renforcement de la surveillance du marché des carburants. Dans le même temps, le système électrique a montré des signaux d'ajustement avec une réduction des importations et une reprise ponctuelle des exportations, tandis que l'État a continué de mobiliser un soutien financier international important pour assurer la continuité des services publics et la résilience économique.

Les chiffres à retenir

21 Md USD

volume total des échanges de biens de l'Ukraine (janvier-février 2026)

15 Mt

volume de fret des ports ukrainiens (depuis le début de l'année)

x19,2

croissance des JV d'investissement dans le militech ukrainien (2023-2025)

1,34 Md USD

interventions hebdomadaires de la Banque nationale pour soutenir la hryvnia (record depuis début 2026)

193 bln EUR

Aide financière et macroéconomique de l'UE à l'Ukraine depuis le début de la guerre (2022-2026)

2,8 Md USD

contributions mobilisées par l'URTF depuis 2022

7e

Rang mondial de l'Ukraine en 2025 en termes de dépenses militaires

Macro et finances publiques

Macroéconomie

Les échanges de biens de l'Ukraine ont atteint plus de 21 Md USD sur janvier-février 2026, tirés par une hausse de 31 % des importations (14,8 Md USD), contre +3,2 % pour les exportations (6,5 Md USD), creusant le déficit commercial. La Chine, la Pologne et la Turquie figurent parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Ukraine, la Turquie renforçant par ailleurs sa position tant à l'import qu'à l'export.

L'inflation annuelle a atteint 7,6 % en février 2026, en légère accélération par rapport à janvier (7,4 %), portée notamment par la hausse des prix alimentaires et de l'énergie.

La Banque nationale d'Ukraine a vendu 1,34 Md USD de réserves sur le marché des changes en une semaine à la mi-mars, un niveau record depuis le début de l'année, afin de soutenir la hryvnia. Depuis janvier, les ventes cumulées atteignent près de 9,7 Md USD.

Pour le troisième mois consécutif, le PIB réel de l'Ukraine a reculé de 0,3 % en mars 2026 selon l'IRE (Institut de recherche économique). Sur l'ensemble du premier trimestre, la baisse est estimée à 0,6 %. Le ralentissement reste principalement lié aux dommages causés aux infrastructures au cours de l'hiver et aux tensions sur les coûts de l'énergie et du carburant. Par secteur, la valeur ajoutée a diminué dans l'énergie (-15 %), le transport (-10 %), l'industrie manufacturière (-0,7 %) et les industries extractives (-2 %), tandis que le commerce a conservé une légère progression d'environ +2 %.

Finances publiques

Secteur bancaire

Affaire Oschadbank. En mars 2026, un incident impliquant des convoyeurs de fonds d'Oschadbank en Hongrie a perturbé les circuits d'approvisionnement de l'Ukraine en devises étrangères sous forme d'espèces. Selon le ministère ukrainien des Affaires étrangères, les employés ont été détenus pendant environ 28 heures dans des conditions dégradées, avec privation de communication et de protection consulaire, l'un d'eux ayant été hospitalisé.

À la suite de cet épisode, Oschadbank a suspendu temporairement ses transferts de liquidités depuis l'Europe. Cette suspension affecte un canal logistique clé, la banque étant le seul opérateur ukrainien autorisé à effectuer ces transports, qui ont représenté en 2025 environ 1 milliard USD pour les banques partenaires et près de 800 millions EUR.

La Banque nationale d'Ukraine couvre la demande de dollars et d'euros en espèces via ses réserves, mais l'incident souligne une vulnérabilité opérationnelle temporaire dans l'approvisionnement de l'Ukraine en espèces.

Crédit Agricole. Crédit Agricole Ukraine a signé un accord pour l'acquisition potentielle, à 100 %, de la banque Lviv, spécialisée dans les PME. L'opération vise à renforcer la présence du groupe dans l'ouest de l'Ukraine et dans les segments des PME et de l'agroalimentaire. La finalisation dépend des autorisations réglementaires (NBU et autorité de la concurrence) et est attendue d'ici mi-2026. Le groupe indique un impact limité sur son ratio CET1.

Prêts subventionnés "5-7-9 %". La Banque nationale d'Ukraine indique que l'État accumule une dette d'environ 8 milliards UAH envers les banques au titre du programme de prêts subventionnés "5-7-9 %", dont la part dans le portefeuille de crédits aux entreprises ne représente plus qu'environ un tiers, tandis que les crédits hors programme progressent nettement plus rapidement (près de +50 % contre +12 % pour les prêts subventionnés en 2025). La NBU souligne par ailleurs des tensions potentielles liées au

financement budgétaire, avec des retards ponctuels dans la compensation des intérêts par le Fonds de développement des entreprises.

Financement public et budget de l'État

L'Union européenne a approuvé une révision de son Cadre financier pluriannuel 2021–2027 permettant de débloquer jusqu'à **90 milliards EUR** de prêts en faveur de l'Ukraine sur 2026–2027. L'Ukraine pourrait recevoir un premier décaissement d'ici la fin du mois de mai, selon la commissaire européenne à l'élargissement [Marta Kos](#).

L'Ukraine a reçu, fin février, un premier décaissement de **1,5 milliard USD** du FMI dans le cadre de la nouvelle facilité élargie de crédit (EFF) sur quatre ans, destinée au financement des dépenses budgétaires prioritaires et au soutien de la stabilité macrofinancière. Par ailleurs, un paquet de financement de 1,5 milliard EUR a été adopté dans le cadre du mécanisme Ukraine Investment Framework (UIF) pour couvrir plusieurs secteurs clés, dont la modernisation des infrastructures de transport, la reconstruction du logement, les points de passage frontaliers et les infrastructures énergétiques et sociales.

Fin février, le gouvernement ukrainien a lancé un mécanisme pilote de commande publique des liaisons ferroviaires intérieures de longue distance, **marquant une transition progressive vers le modèle européen PSO (Public Service Obligation)**. Pour 2026, une allocation de 16 milliards UAH (390 millions USD) a été prévue pour Ukrzaliznytsia afin de compenser l'écart entre les coûts réels du transport de passagers et les tarifs socialement accessibles. **Début mai, cette somme a été allouée** à partir du fonds de réserve du budget de l'État. En parallèle, l'Ukraine a signé avec l'UE et la BERD un **mémorandum prévoyant 54 millions EUR** de subventions supplémentaires pour Ukrzaliznytsia : 10 millions EUR pour l'accessibilité des gares, 41 millions EUR pour l'installation de capacités de production électrique propres (75 MW) et 3 millions EUR pour la création d'une académie de formation interne.

Entre **10 et 11,2 milliards UAH** (250–280 millions USD) du fonds de réserve du budget de l'État ont été alloués pour financer la mise en œuvre des plans de résilience des villes et régions. Ces fonds sont destinés en priorité à la protection des infrastructures critiques dans neuf régions proches du front ainsi qu'à Kyiv, avec le lancement de travaux sur environ 210 sites dans les prochains jours.

Le 17 avril, l'Ukraine **a signé** avec les créanciers officiels du G7 et du Club de Paris un mémorandum prolongeant le **report du service de la dette publique** jusqu'en 2030. Les montants reportés seront remboursés après cette période par versements semestriels égaux entre 2035 et 2039, avec capitalisation des intérêts.

Réformes législatives et réglementaires

En avril, le Parlement ukrainien a adopté plusieurs textes liés aux engagements pris envers le FMI, l'Union européenne et le programme Ukraine Facility.

Dans le cadre du programme du **FMI**, la Verkhovna Rada a adopté (i) la prolongation de la taxe militaire pendant trois ans après la fin de la loi martiale (recettes attendues : 163 milliards UAH en 2026) (ii) ainsi que, en première lecture, le projet de loi sur la taxation des revenus issus des plateformes numériques. (iii) Les réformes concernant la TVA pour les auto-entrepreneurs et la taxation des colis internationaux restent en attente.

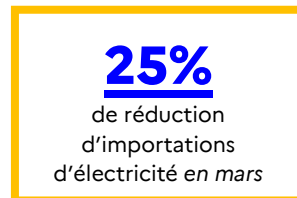
Au titre de la **Facilité Ukraine**, plusieurs lois ont été votées afin de satisfaire aux conditionnalités de l'instrument et permettre le décaissement d'environ 1,1 milliard EUR: (i) poursuite de la décentralisation via une clarification des compétences entre niveaux de gouvernance, (ii) digitalisation de l'exécution des décisions judiciaires et (iii) réforme du système d'audit public.

Dans le cadre de la reprise de l'acquis européen, plusieurs textes structurants ont également été adoptés: (i) harmonisation des normes techniques industrielles avec le marché européen, (ii) cadre d'intégration

des marchés énergétiques UA-UE («market coupling») et (iii) renforcement de la surveillance du marché, y compris dans le commerce en ligne.

Secteurs économiques

Énergie et marché de carburant



The *National Energy and Utilities Regulatory Commission* ([NEURC](#)) a réintroduit des plafonds de prix maximaux 24h/24 sur les marchés de l'électricité à partir du 30 avril 2026 : 15 000 UAH/MWh sur le marché journalier et le marché intrajournalier, et 17 000 UAH/MWh sur le marché d'équilibrage, tandis que les plafonds minimaux restent inchangés.

Résilience énergétique face à la guerre. Face aux attaques contre les infrastructures énergétiques, plus de [9 GW](#) de capacités de production ont été endommagés pendant la saison de chauffage 2025–2026, dont plus de 4 GW déjà restaurés. L'Ukraine a également arrêté l'activité de [la centrale thermique de Sloviansk](#), dernière unité opérationnelle dans la région de Donetsk encore sous contrôle ukrainien. Cette décision a été prise en raison de la dégradation de la situation sécuritaire.

Parallèlement, le gouvernement accélère [la transformation du système énergétique](#) vers un modèle plus décentralisé, combinant nucléaire, nouvelles capacités flexibles et production locale. Un appel d'offres de 1,3 GW de nouvelle génération est prévu en 2026 dans plusieurs régions clés.

Marché de carburant. La hausse des prix du pétrole liée aux tensions au Moyen-Orient a entraîné une pression sur le marché ukrainien des carburants, avec un renchérissement des coûts pour l'agriculture, la logistique et les importations. Les prix des engrais et du fret maritime ont également augmenté, réduisant la compétitivité du [secteur agroalimentaire](#), malgré des stocks préventifs constitués en amont par les producteurs.

Face à cette situation, le gouvernement a mis en place un ensemble de mesures de stabilisation : vente de carburant par [Ukrnafta](#) vente de carburant par Ukrnafta sur la base d'un prix de référence, avec une marge commerciale minimale, renforcement du contrôle des pratiques tarifaires par l'AMCU (Comité antimonopole d'Ukraine) et le service de protection des consommateurs, et coordination interinstitutionnelle pour sécuriser l'approvisionnement des secteurs prioritaires (défense, agriculture, transports publics). Des discussions sont également en cours pour augmenter les importations de carburants. En parallèle, des mécanismes de soutien à la demande ont été introduits, dont un programme de "[cashback national](#)" sur les carburants (jusqu'à 15 % sur le diesel), tandis que les importations de l'essence ont fortement augmenté en février (+18 % m/m), permettant de constituer des [stocks](#) avant l'intensification de la crise.

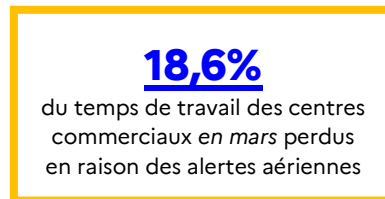
Production et export d'énergie. Ukrnafta et Ukgazvydobuvannia ont réalisé leur premier projet conjoint de forage gazier sur un site appartenant à [Ukrnafta](#), avec un puits atteignant une profondeur de 5 681 mètres. Selon le président de Naftogaz, ce projet marque le début d'une coopération renforcée entre les deux sociétés, avec déjà 8 nouveaux forages prévus en 2026.

Une première transaction a été réalisée sur le marché ukrainien d'import-export d'électricité, avec la vente de 1 920 MWh vers [la Moldavie](#) via des enchères organisées par Ukrhydroenergo.

Parallèlement, l'**Ukraine prépare l'exportation de biométhane** vers l'[Allemagne](#), en coordination avec l'UE et sous réserve de l'adaptation des cadres réglementaires et de certification.

Tchernobyl. À l'occasion du 40e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 2026), les partenaires internationaux ont renforcé leur engagement pour la restauration du site. L'EBRD et les bailleurs estiment désormais les besoins de réparation du Nouveau Confinement Sûr (NSC) à environ [400–500 millions d'euros](#), avec un objectif de finalisation des travaux d'ici 2030. Les États-Unis ont annoncé une contribution de [100 millions de dollars](#), tandis que [30 millions d'euros](#) ont déjà été mobilisés pour les travaux préparatoires et les études techniques.

Entreprises



Attaques sur les infrastructures. Les entreprises ukrainiennes ont continué de subir en mars des attaques ciblées contre les infrastructures de transport, de logistique et d'énergie. Le secteur ferroviaire a été particulièrement touché, avec plus de [400 attaques](#) contre les infrastructures ferroviaires enregistrées entre le 1er janvier et le 24 mars 2026. Des infrastructures portuaires, des entrepôts de distribution ainsi que des installations énergétiques ont également été endommagés, perturbant les chaînes d'approvisionnement et les activités logistiques. [Naftogaz](#) a consacré plus de 180 M USD au soutien aux forces armées depuis le début de l'invasion, tout en investissant dans la protection de ses propres infrastructures.

Plusieurs entreprises ukrainiennes ont poursuivi leur développement malgré le contexte de guerre. La plateforme EdTech [Kodree](#), produit B2C dédié au développement de compétences via des parcours structurés et un assistant IA, a levé 10 M USD pour soutenir son expansion internationale. Dans le secteur de l'énergie, un nouveau plus grand site de production de [biométhane](#) a été mis en service, avec une capacité de 56 M m³ par an et un raccordement direct au réseau de transport de gaz.

Parallèlement, le groupe [Nova Poshta](#) a annoncé son entrée sur les marchés canadien et chinois d'ici fin 2026, ainsi qu'un élargissement progressif en Europe et au Moyen-Orient. [NovaPay](#), service financier international du groupe Nova (Nova Poshta) spécialisé dans les paiements et les transferts d'argent, a augmenté de 53% le volume de ses transferts au premier trimestre 2026 par rapport à 2025, atteignant plus de 200 milliards UAH (environ 5 milliards USD).

[Interpipe](#) a finalisé l'acquisition de l'usine ArcelorMittal Tubular Products (AMTP) à Roman (Roumanie) au 31 mars 2026. L'opération renforce sa présence industrielle en Europe et consolide sa position sur le marché des tubes sans soudure, en s'appuyant sur une production locale dans l'UE.

Kyivstar Group, Swarmer et Ferrexpo sont devenues les premières entreprises ukrainiennes intégrées dans le fonds d'investissement [Ukraine Reconstruction ETF](#), coté à la Bourse de Londres. Le fonds regroupe 50 entreprises liées à la reconstruction de l'Ukraine, combinant acteurs internationaux et sociétés ukrainiennes actives dans les télécoms, la défense et les matières premières, tout en attirant des capitaux vers des projets liés à la reconstruction et à l'intégration européenne.

Matières premières critiques

Le secteur des matières premières critiques a connu plusieurs évolutions en mars. L'État ukrainien a [annulé les licences](#) d'exploitation de plusieurs gisements stratégiques de titane, désormais destinés à être attribués via des enchères électroniques pour avoir plus de transparence et d'attractivité pour les investisseurs. Ces projets pourraient nourrir le fonds américano-ukrainien de reconstruction (URIF). En

parallèle, un projet d'extraction de [niobium](#), porté par un groupe turc, a été abandonné pour des raisons de non-viabilité économique, illustrant les défis liés au développement de certains gisements.

Dans le même temps, des progrès concrets ont été enregistrés dans la valorisation des ressources : dans le cadre d'une campagne menée par [Zavalivsky Graphite](#), **19,14 tonnes de graphite** de haute pureté (99,60–99,75%) ont été produites avec un rendement de 87%, puis entièrement vendues à un fabricant européen de batteries, confirmant le potentiel d'intégration de l'Ukraine dans les chaînes d'approvisionnement occidentales. Enfin, une initiative portée par [DiXi Group](#) vise à promouvoir une extraction durable des matières premières critiques, en conciliant enjeux économiques, environnementaux et locaux.

Coopération internationale

La coopération internationale reste un pilier clé de la reconstruction. [Le fonds d'investissement américano-ukrainien](#) [Le fonds d'investissement américano-ukrainien](#) a constitué un premier portefeuille de **8 projets avancés**, pour un montant estimé à 1,2 Md USD (22 projets en cours d'examen sur 138 candidatures). Les investissements ciblent principalement l'énergie, les infrastructures et les matières premières critiques. Des accords ont également été conclus avec des partenaires américains dans [le secteur énergétique](#), notamment sur l'exploration d'hydrocarbures et la coopération industrielle (équipements, maintenance, formation), visant à renforcer la production et la sécurité énergétique.

Un projet d'infrastructure commun entre [l'Ukraine et l'Espagne](#) a été lancé afin de permettre aux trains de marchandises de franchir la frontière européenne sans s'arrêter, grâce au développement d'une technologie de changement automatique d'écartement des voies. Le projet, porté par Ukrzaliznytsia avec des partenaires espagnols, vise à améliorer la fluidité logistique et l'intégration au réseau européen. Il est soutenu par un financement de 5,48 M EUR sous forme de subvention espagnole, dans le cadre d'un programme plus large de coopération bilatérale d'environ 200 M EUR.

[La Norvège](#) a accordé 200 M USD de soutien budgétaire via le programme PEACE de la Banque mondiale, tandis que [l'UE](#) a approuvé un nouveau paquet de huit programmes d'investissement dans le cadre du Ukraine Investment Framework, visant à répondre aux principaux défis économiques et sociaux du pays.

Dans le secteur des infrastructures, l'Ukraine et la [Corée du Sud](#) ont lancé les travaux préparatoires pour une étude de faisabilité (TÉO) d'une ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Kyiv à la frontière occidentale, dans une logique d'intégration au réseau européen. Par ailleurs, une coopération avec [l'Autriche](#) a été engagée sur le développement de la filière hydrogène, incluant production, stockage et transport. Enfin, [l'Islande](#) a renforcé son soutien au secteur énergétique ukrainien, portant sa contribution totale à plus de 8,4 M EUR.

[Allemagne](#) : 233 millions d'euros supplémentaires pour renforcer les infrastructures énergétiques, les capacités de réponse d'urgence, la formation de la main-d'œuvre et le logement social en Ukraine, ainsi que 30 millions d'euros via la KfW pour soutenir les entreprises industrielles.

Ukraine et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé un accord de coopération dans le cadre de l'initiative [Ukraine FIRST](#) afin de renforcer la préparation des projets d'infrastructures aux standards internationaux. Le premier projet pilote concerne la modernisation de l'autoroute M15 reliant Odessa à la frontière roumaine, avec pour objectif d'améliorer l'accès aux ports du Danube et de soutenir le commerce avec l'UE.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv

pierre.offret@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SE de Kyïv